



## **Journée d'étude du 1er décembre 2014**

**Document de synthèse**

# **La Prévention spécialisée comme aventure...**



**Avec les étudiants éducateurs (trices) de 1<sup>ère</sup> année de l'ETSUP**

**et le concours des équipes de Prévention spécialisée**

***de l'AJAM, X<sup>ème</sup> arrondissement de Paris***

***d'Arc 75 du XV<sup>ème</sup> arrondissement de Paris***

***d'Espoir-CFDJ, de Vitry, d'Alfortville, 94***

***de Feu Vert dans le XIV<sup>ème</sup>***

***de Rues et Cités, Montreuil 93***

Novembre 2015

**La Prévention spécialisée comme aventure...** avons-nous choisi de titrer parce qu'au fond ce mode d'intervention, inventé à la fin des années quarante, reste encore aujourd'hui une terre d'aventures, un espace d'expérimentation pour des travailleurs sociaux motivés, et en particulier pour des éducateurs spécialisés. L'histoire de la Prévention spécialisée est riche, plurielle et mouvementée, comme nous l'ont raconté Françoise Tétard et Vincent Peyre<sup>1</sup>. Nous avons voulu, à l'occasion d'une session de formation à la méthodologie du diagnostic social territorial, faire découvrir aux étudiants(tes) éducateurs (trices) spécialisés (ées) cette forme d'intervention.

**Le diagnostic social territorial comme aventure...** Désormais, les professionnels du travail social sont conduits à travailler dans leur territoire d'intervention en collaboration, en coopération avec les acteurs multiples et divers qui agissent eux aussi dans cet espace. Travailler en collectif, coopérer est une aventure complexe, à l'issue incertaine et donc qui exige l'acquisition de compétences spécifiques<sup>2</sup>.

**L'objectif de ce document de synthèse** est de rendre compte des principaux résultats des travaux des étudiants engagés dans ces diagnostics, des échanges qui ont eu lieu avec les équipes de Prévention spécialisée et les personnes présentes à cette journée.

### Le cadre de cette journée d'étude

Depuis plusieurs années, les étudiants ES de l'Etsup participent à une session de formation intitulée « *Politiques et interventions sociales* ». Dans le cadre de cette session, un module est consacré au diagnostic social territorial, il s'intitule « *Action sociale et territoire. Méthodologie du diagnostic territorial* »

**Les objectifs de ce module visent à** acquérir des connaissances sur les principes et la méthodologie du « Diagnostic social territorial », et pour cela à développer des méthodes d'analyse des territoires, en les empruntant aux sciences sociales (observation, recherche documentaire, entretiens, etc.).

**La pédagogie** consiste à mettre les étudiants en situation d'enquête de terrain. Ils sont invités, à partir d'une thématique proposée par les formateurs et l'intervenant à réaliser une enquête qui va les conduire à développer leur connaissance des politiques, des dispositifs, et des acteurs sur un territoire donné. Ils ont à étudier un dispositif d'intervention en particulier, à l'observer dans un espace social, dans un territoire, à analyser cette inscription territoriale, sa dynamique, ses enjeux, etc.

**En 2014, le thème proposé était :** « *Territoires, Politique de la Ville et Prévention spécialisée : les relations entre acteurs locaux* ». Plus précisément, la question de départ était : « *Quelle coopération, quelle coordination entre les acteurs des politiques en direction de la jeunesse en difficulté ?* »

**Pourquoi la journée d'étude du 1<sup>er</sup> décembre 2014 ?** : Valoriser la production des travaux de diagnostic territoriaux des étudiants, qui est aussi une production de connaissances. La qualité des travaux d'enquête, la pertinence des analyses produites par les différents groupes d'étudiants ont fait émerger l'idée d'une restitution aux équipes de Prévention spécialisée, ayant accueilli les étudiants. Et il est apparu intéressant de réunir à cette occasion, tous les acteurs de cette coopération fructueuse.

**La méthode :** Un Groupe de Travail composé d'étudiants volontaires, des formateurs de la filière ES et de l'intervenant a élaboré et préparé la journée.

**L'organisation de la journée :** Le principe de « tables rondes » a été retenu avec les différents acteurs impliqués : 2 ou 3 étudiants qui présentaient leur DST, 1 discutant de l'équipe de Prévention qui les avait accueillis et 1 formateur(trice) discutant.

<sup>1</sup> Vincent PEYRE, François TETARD : *Des éducateurs dans la rue. Histoire de la prévention spécialisée*, Coll. Alternatives sociales, La Découverte, Paris, 2006

<sup>2</sup> Guy LE BOTERF : *Travailler en réseau : partager et capitaliser les pratiques professionnelles*, Editions des Organisations, Paris, 2004

## 1ER THÈME : LA « VISIBILITÉ » DE LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

### 1<sup>ère</sup> tables ronde : Quelle visibilité de l'action de Prévention spécialisée sur le territoire d'intervention ?<sup>3</sup>

**Etudiante 1 :** En fait notre curiosité de départ était comment les éducateurs entrent en contact avec les jeunes ? Or, pour respecter la consigne méthodologique, nous sommes allés d'abord à la rencontre de la ville de Vitry (94) et de ses quartiers, comme le font les éducateurs. Nous nous sommes divisés en deux groupes pour explorer des quartiers différents. On a pu constater que le territoire était vaste, et immédiatement notre première remarque a été de se demander si le nombre de professionnels de l'équipe de Prévention était suffisant pour couvrir tout le territoire.

Notre deuxième élément de constat est lié au fait que nous avons rencontré des jeunes qui ne connaissaient pas du tout l'Association et les éducateurs d'Espoir. Et en fait, nous avons vraiment galéré pour trouver le local de l'équipe. Cette « invisibilité » nous a interpellés. Quelle en était la ou les raisons, quels moyens étaient mobilisés par l'équipe pour se faire connaître ?

A la suite de ce premier contact, notre question de départ s'est un peu déplacée et s'est orientée vers un questionnement sur la « visibilité » d'une équipe de Prévention spécialisée auprès des jeunes et plus largement auprès de la population.

Pour tenter d'y répondre, nous avons dans un second temps, contacté l'équipe de Vitry qui avait accepté de nous accompagner dans notre démarche de diagnostic.

**Educateur de l'équipe de Vitry :** Je trouve que vos constats et les questions que vous vous posez sont très pertinentes. Tout de suite vous avez remarqué la difficulté liée à l'étendue du territoire de Vitry et donc de la visibilité des éducateurs dans certains endroits. Il faut savoir que nous intervenons dans cinq quartiers. Notre local est situé de manière anonyme dans l'un d'eux. Il faut savoir qu'une équipe de Prévention cherche d'abord à se faire connaître des jeunes. Le travail de rue, la déambulation dans les quartiers ou les espaces publics, est fondamental car c'est comme ça que l'on se fait repérer ; et parfois, ce n'est pas facile selon les quartiers. Pour se faire reconnaître sur l'un des quartiers, nous avons mis deux ans. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas présent, c'est parce que l'étendue du territoire fait que l'on ne peut pas être vu par tout le monde. Dans le travail de rue, lorsqu'on repère un groupe de jeunes, on ne va pas directement vers eux, on se rend visible d'eux, dans un premier temps. On fait en sorte que les jeunes se posent la question de « qui on est et pourquoi on est là ? » A partir de là, ils vont nous interpeller et nous, on va aller vers eux.

**Chef de service de l'équipe de Vitry :** Un ordre d'idée : nous avons huit postes d'éducateurs, et la ville compte 187 000 habitants. Les lieux d'intervention sont étudiés avec la ville, avec le département. Mais la prévention spécialisée, n'a pas vocation à s'occuper de tous les jeunes. Par exemple, lorsqu'on travaille avec les collèves, on ne travaille pas avec tous les élèves, mais les jeunes qui sont en voie de décrochage ou qui posent des soucis dans leur comportement. « L'invisibilité » du local en Prévention spécialisée » a une dimension historique : la volonté de s'immerger dans un quartier le plus discrètement possible. Mais il y aussi une autre raison. A Vitry, il est central au regard des différents quartiers. C'est un appartement dans un immeuble. Ce n'est pas un local ouvert, mais les jeunes peuvent y venir à un moment donné avec un éducateur. Le jeune peut venir aussi spontanément pour rencontrer un éducateur. Donc ce lieu est connu, mais par des jeunes qui ont été accompagnés par des éducateurs.

---

<sup>3</sup> Benaïcha Leïla, Majeon Marine, Borstein Thomas et Olive Caroline (*étudiants*), Blandine (*formatrice*), Adime (*éducateur dans l'équipe d'Espoir à Vitry*)



**Educateur de l'équipe de Vitry :** Bien entendu, nous sommes connus des partenaires privilégiés : les collègues, et essentiellement les structures implantées dans nos quartiers d'intervention : centre social, mission locale, etc. Nous avons aussi, dans l'équipe fait le choix de travailler avec des supports de communications. Il y en a un destiné aux partenaires qui explique nos principes d'intervention, par qui on est financé, les quartiers sur lesquels on intervient avec les adresses, les mails, les téléphones, etc. Il y en a un autre qui s'adresse aux jeunes pour leur expliquer que l'on intervient dans plusieurs domaines comme l'insertion professionnelle,

la scolarité, la santé, la justice, etc. et que l'on est à leur écoute : un outil simple pour qu'ils comprennent à quoi peut être utile un éducateur en Prévention spécialisée.

**Formateur (autre école) :** Vous n'aviez qu'une semaine de prise de contact avec la prévention, alors que vous l'avez bien compris, quand une équipe s'implante dans un quartier, elle met des mois pour commencer à agir. Mais votre question sur la visibilité reste intéressante, elle est posée depuis longtemps et elle le sera encore longtemps... mais n'empêche qu'au-delà de l'anonymat des jeunes, parfois on se demande si ce n'est pas... l'anonymat des éducateurs dont il s'agit ! En revanche, ce qui ne doit pas rester anonyme c'est l'action éducative de l'équipe, et celle-ci, il faut la rendre visible, la mettre en avant, communiquer dessus.

**Professionnel dans la salle :** Jusqu'où, nous éducateurs, devons-nous nous rendre visibles ? Si on arrive ou si on est présent dans l'équipe depuis dix ans, on n'a pas le même besoin de se rendre visible. Le problème, c'est aussi qu'en dix ans, dans les services avec lesquels on travaille, on a affaire à des changements, voire un turnover qui nous oblige régulièrement à nous faire connaître et reconnaître ; et ces mouvements de personnels nuisent au travail en partenariat et c'est pourquoi, lorsqu'on interroge ces personnels nouveaux, ils disent ne pas nous connaître. Par ailleurs, il faut bien se rendre compte que parfois, nous les éducateurs, on est peu visibles, parce que lorsqu'il y a un problème dans la ville, ou même quand on monte un projet avec des jeunes, au niveau des élus, eux ils veulent discuter, négocier avec la direction ou le chef de service... et donc de fait, ils ne nous connaissent pas, nous.

**Educateur de l'équipe de Vitry :** Visibilité certes, mais il faut surtout se poser la question de l'efficacité de la Prévention spécialisée. Mais est-ce qu'on est aujourd'hui en capacité de démontrer cette efficacité ? C'est au-delà des textes, c'est notre capacité à démontrer notre efficacité qui sera un levier de notre reconnaissance.

**Etudiant 2 :** Au cours de nos pérégrinations au cœur de Vitry-sur-Seine nous avons eu le loisir de rencontrer les institutions comme le club de prévention, la mission locale, le SMJ, des jeunes en relation avec le club de prévention, des habitants de Vitry. Nous avons été très bien accueillis par les acteurs sociaux qui ont été disponibles pour nous. Au regard des différentes observations de terrain que nous avons effectuées et des personnes interrogées, on peut dire que Vitry et ses cités ne semblent pas être à la hauteur de leur réputation. Tant par le tissu associatif que par la volonté des habitants de s'inscrire dans une dynamique constructive tournée vers le futur. Outre l'étendue du territoire, le foisonnement d'intervenants locaux, peut expliquer « l'invisibilité » des éducateurs de rue ; leur démarche éducative discrète peut ne pas être identifiable par le plus grand nombre.

**Consignes méthodologiques :** Le diagnostic territorial mobilise plusieurs techniques. La première est l'observation. Pour cela, le premier jour, il est demandé aux groupes d'aller à la découverte du territoire défini (ville, quartier, etc.) et pour cela de circuler, de déambuler, d'observer, de prendre des notes, et ensuite d'échanger sur les observations, les impressions, les ressentis pour élaborer une première analyse et dégager des pistes de réflexion, de questionnement. Ensuite le groupe, fort de ces premiers éléments va à la rencontre des professionnels du dispositif concerné, mais aussi d'autres acteurs locaux (élus, habitants, voire participer avec l'équipe ou un professionnel à une activité). Par ailleurs, une troisième source d'informations est mobilisée, en collaboration avec le Centre de Documentation de l'Etsup, autour de la recherche documentaire.

## 2<sup>ÈME</sup> THÈME : LA COMPLEXITÉ DU PARTENARIAT EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

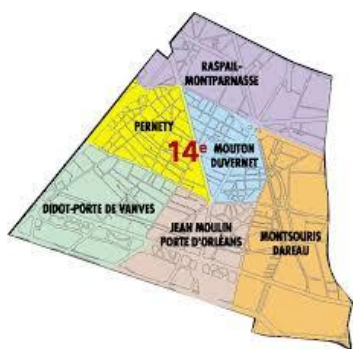
Deux groupes ont souhaité aborder la question du partenariat en Prévention spécialisée.

### 2<sup>ÈME</sup> table ronde :

#### La discrétion des professionnels est-elle encore possible ? <sup>4</sup>

**Etudiante 1 :** On a pris le tram, on a voulu aller voir le quartier, sans a priori. Après on s'est divisé par deux ou trois, et même toute seule, soit le matin, le midi et le soir. L'idée était de voir, de découvrir, le quartier que nous avons délimité en fonction de l'implantation de l'équipement de l'Association Feu Vert dans le XIV<sup>ÈME</sup>. L'idée était aussi de voir qui circulait dans ce quartier, où étaient les jeunes. Puis nous avons identifié les structures ou équipes avec lesquels le club de Prévention pouvait être en partenariat comme le Centre socioculturel, le commissariat, le lycée. En fait, il nous a semblé qu'il y avait une volonté de l'équipe de prévention de nous laisser découvrir par nous-mêmes avec qui elle était en contact, en partenariat. Donc, on est allé rencontrer les « partenaires » possibles.

**Etudiante 2 :** On avait vraiment un premier objectif, qui était de se balader dans le quartier, car c'était un quartier qu'aucune d'entre nous ne connaissait. Au début, on s'est vite rendu compte que ce n'était pas possible de circuler en groupe de six ; donc rapidement, on s'est divisé en deux groupes, puis en trois groupes de deux, ce qui permettait d'être plus discrètes. Le deuxième jour, on s'est dit qu'on allait être un peu plus stratégiques et on est allé du côté des écoles et des collèges, et l'après-midi après l'école, et le soir on a circulé dans les rues, pour voir comment ça se passait. Ensuite nous avons rencontré Joël de l'équipe de Feu Vert. En fait, les contraintes liées à la discrétion, au secret, vis-à-vis des jeunes, posaient problème et sur un temps aussi court d'enquête. A partir de cet entretien, une liste de partenaires nous a été fournie. On est donc allé vers quelques partenaires et on a pu faire notre enquête de notre côté. Par exemple, on a pu faire un entretien avec la directrice du collège. Elle nous a expliqué le sens de la présence de l'Association Feu Vert au sein de l'établissement. Et là, on a pu constater qu'il y avait un gros travail de partenariat entre l'équipe de Feu Vert et le collège. On a eu également un entretien avec la directrice de la Maison de quartier qui nous a expliqué le travail d'insertion professionnelle qui était conduit avec l'équipe de Feu Vert.



On a pu constater qu'il y avait un gros travail de partenariat entre l'équipe de Feu Vert et le collège. On a eu également un entretien avec la directrice de la Maison de quartier qui nous a expliqué le travail d'insertion professionnelle qui était conduit avec l'équipe de Feu Vert.

**Etudiante 3 :** Nous, on est allé au commissariat pour voir s'il y avait des liens entre l'association et le commissariat. Et on a ressenti cette même gêne à nous parler de la Prévention spécialisée et ils nous avaient renvoyé vers un bureau dans le XIII<sup>ÈME</sup>.

**Chef de service de l'équipe Feu Vert :** En fait, on intervient sur bon nombre de thématiques, mais le travail en partenariat est très complexe, car souvent chacun tente de tirer la couverture à soi. Et ce n'est pas surprenant. Comme vous l'avez dit, nous avons un axe majeur sur la scolarité et donc nous avons un partenariat avec le collège. Mais le partenariat se construit, comme nous l'avons vu dans la table ronde précédente, en fonction des interlocuteurs, des personnes. Et moi qui suis depuis quinze ans sur le XIV<sup>ÈME</sup> arrondissement et le quartier de la Porte de Vanves, il est clair que le partenariat a été fluctuant en fonction des différents principaux de collège qui se sont succédé. Et aujourd'hui, la principale du collège François Villon nous a permis de pousser la porte de l'établissement. On intervient deux ou trois fois par semaine, auprès d'enfants que l'on connaît, mais aussi d'autres que l'on ne connaît pas. On est invité aux Conseils de discipline. On nous convie à la journée d'accueil des parents au mois de septembre. Pour l'insertion professionnelle, on travaille avec la mission locale, des entreprises d'insertion, la régie de quartier vu que l'on est en politique de la Ville, etc. Chacun dans le respect de ses missions. A propos du commissariat, là nous n'avons pas de lien, c'est très clair. Les seuls moments où l'on se croise c'est lors des commissions du Contrat Local de Sécurité, mais là c'est soi la direction,

<sup>4</sup> Gabrielle, ELisa (étudiante ES), Joao (formateur), Joël (Chef de service Feu Vert dans le XIV<sup>ÈME</sup>)

soit moi en tant que chef de service qui y assiste. C'est un principe à Feu Vert, ce sont les cadres qui assistent à ce type d'instance pour éviter de mettre les éducateurs en difficulté, car dans ce genre de lieu, des noms peuvent être donnés. Et Feu Verts s'est positionné, comme d'autres équipes de Prévention, sur les informations « asymétriques » que l'on pouvait ou ne pouvait pas délivrer.

**Formateur / discutant :** Ce qui surprend, par rapport à l'atelier d'avant, c'est la question de la discrétion voulue par l'équipe de Prévention. Cela d'autant plus que dans l'histoire de la Prévention spécialisée, la visibilité a été un combat pour que les pouvoirs publics en viennent à financer la Prévention. Il y a un paradoxe entre les actions menées dans les différents axes qui viennent d'être évoqués et la difficulté qu'on eut les étudiants à mettre en visibilité ces actions et les liens avec les partenaires. Comment gérer la discrétion quand on veut donner à voir une pratique, montrer les actions ? Est-ce que c'est propre à ce territoire ou bien est-ce que d'autres sont confrontés à cela aussi ? J'ai entendu aussi le problème de la relative dépendance aux orientations politiques, est-ce qu'on n'a pas la crainte de voir disparaître le service, en sachant que la Prévention dans son histoire a toujours eu la crainte de disparaître ? Il faut rappeler que la Prévention spécialisée est passée d'une compétence d'Etat à une compétence du Département au moment de la première décentralisation. Ce mouvement a ainsi rapproché le pouvoir politique des associations. Dans les années quatre-vingt-dix se sont développées les conventions tripartites département-communes-associations. Et de ce fait, la question de la discrétion est devenue compliquée, notamment se pose la question de comment être visible, où, et à quel niveau ?

**Professionnel 1 dans la salle :** Ce que je pourrai dire de manière un peu schématique, c'est que nous avons à valoriser notre action auprès des acteurs politiques de nos territoires. Dans un service, chacun a sa place, doit être dans son rôle, et à son niveau contribuer à rendre visible le travail effectué. Il faut mettre en avant le fait que l'intérêt de la Prévention spécialisée, c'est d'entrer en contact avec des jeunes qui ne vont pas vers les services et les structures, et ça c'est le boulot des éducateurs. Il faut aussi mettre en évidence notre capacité à analyser les problématiques rencontrées sur le territoire, rencontrées par les jeunes. La discrétion pour moi, elle est plutôt sur les accompagnements individuels et il ne convient de donner éventuellement, par exemple à une assistante scolaire, uniquement les informations strictement nécessaires.

**Professionnel 2 dans la salle :** Il faut rappeler que nous dépendons de la Protection de l'Enfance. Il faut sortir du dogme de l'anonymat des éducateurs de Prévention spécialisée. La confidentialité des informations en ce qui concerne l'usager est rappelée dans les textes de la loi de janvier 2002-2. A partir de là, ce qui rend légitime ce sont les actions éducatives que l'on mène dans l'espace public. Quand on est avec des ados, lors d'une fête de quartier, qu'on les voit et qu'on nous voit avec eux, où est l'anonymat ? Il faut aussi rappeler que l'on est en lien avec le juge des enfants, avec la Protection judiciaire de la jeunesse, etc. Et je dois dire que moi, j'ai rencontré des commissaires de police plus progressistes que des travailleurs sociaux ! Le rôle des éducateurs c'est peut-être aussi de les faire sortir de l'anonymat ces jeunes, pour qu'ils puissent s'adresser directement aux élus, qu'ils puissent venir dans des commissions ou des instances, participer en tant que citoyen. Il ne faut pas les cantonner dans l'underground... et ce n'est pas pour cela que l'on rompt avec la confidentialité.

**Professionnel 3 dans la salle :** La Ville de Paris a mis en place une chaîne de personnes que, par exemple des habitants, des gardiens d'immeuble peuvent interpeller pour signaler la situation. Et dans cette boucle, figure les services de Prévention spécialisée puisque les éducateurs peuvent connaître les jeunes concernés par le signalement. Cela suppose des instances dans lesquelles on parle du jeune et de sa situation, tout en conservant une certaine éthique, une déontologie. La visibilité de notre action et la compréhension de celle-ci est un enjeu majeur de maintien de l'action de Prévention spécialisée. Sa particularité, c'est que nous ne sommes pas une compétence obligatoire pour le département. En cas de problème budgétaire, le département, peut chercher à limiter ses dépenses publiques et si la Prévention spécialisée ne se rend pas visible, elle peut se mettre en péril. Il faut donc que les associations et leurs salariés aient une stratégie, c'est-à-dire une manière commune de se positionner dans ce type d'instances de concertation. Pour ce qui concerne l'anonymat, il faut être clair, lorsque l'on fait une démarche à la mission locale avec un jeune, on est plus dans l'anonymat. Lorsqu'on travaille auprès d'un jeune en fugue, on va à un moment être contraint de le sortir de l'anonymat, tout en adoptant, une méthode, une manière de faire qui protège le jeune



**3<sup>ème</sup> table ronde :**

**De l'intérêt du réseau et du partenariat en Prévention<sup>5</sup>**

**Etudiant 1 :** On est allé à Alfortville, une journée tous ensemble, histoire de voir le quartier dans lequel intervient l'Association, là c'était l'après-midi, il n'y avait pas grand monde. Mais les autres jours nous sommes venus à différents moments de la journée, et y compris en fin de journée pour voir comment se présentait la vie de la commune à ces différents moments. Nous avons rencontré l'équipe d'Alfortville lors de cette première journée et ils nous ont expliqué leur travail et leur manière de travailler. Cette première rencontre nous a permis d'orienter notre enquête les jours suivants. Alfortville est composé de deux grands secteurs, Nord et Sud. Il y a le quartier « 208 », le quartier des grands ensembles et le quartier Chantereine, dit « des Alouettes ». L'association Espoir est dans ce dernier quartier. Nous avons contacté différents acteurs au cours de la semaine : la mairie, le service de Rénovation urbaine, la mission locale. Pour ce qui est du contact avec la population, on n'est pas allé directement voir les jeunes pour se faire le plus discret possible. Les recherches que nous avons faites sur internet sur la ville d'Alfortville, nous ont permis de nous orienter du côté de groupes de Rap, et du coup, on s'est dit que cela pouvait être intéressant de contacter un rappeur venu de cette ville pour qu'il puisse nous parler de son parcours, et éventuellement s'il avait entendu parler de l'association Espoir, s'il connaissait des éducateurs, et si oui qu'est-ce qu'ils lui avaient apporté.

**Etudiante 2 :** Avant de commencer, comme cela a été demandé tout à l'heure, il faut définir ce qu'est le partenariat. Pour nous, c'est un lien contractualisé autour d'un projet commun entre différents acteurs et le réseau c'est un lien moins formel entre différents professionnels qui repose sur la confiance... et un réseau peut aboutir à un partenariat.



**Etudiante 3 :** Après avoir rencontré les gens de la mission locale, on s'est rendu compte que la Prévention spécialisée ne pouvait faire son travail qu'avec ces acteurs, avec ce réseau. A partir de là, on s'est posé la question de savoir jusqu'où peut aller le partenariat ? Qu'est-ce que ça peut apporter pour les jeunes, pour l'équipe ? Par exemple, l'activité « chantier » de l'équipe de Prévention spécialisée mobilise plusieurs de ces partenaires locaux.

**Etudiante 2 :** Le rappeur que nous avons rencontré nous a dit qu'Espoir était très bien identifié à Alfortville. Lui, personnellement n'avait pas eu à faire avec les éducateurs, mais plusieurs de ses amis avaient eu besoin d'eux pour développer des projets et ça c'était très bien passé.

**Chef de service Espoir Alfortville :** A Alfortville, on participe à tous les événements forts qu'on appelle les interventions sociales d'intérêt collectif : fêtes de quartiers, fête de la musique. On apporte un soutien à ces moments là et donc rapidement des partenariats se mettent en place. Il y a le partenariat formel entre des personnes morales qui se regroupent autour d'un projet commun et qui mutualisent des moyens, et le réseau ; et on travaille en partenariat et en réseau. Et l'entretien de ces liens est un challenge de tous les jours et par exemple, la présence sociale permet d'avoir des contacts fréquents avec les autres acteurs du territoire. C'est grâce à cette permanence des contacts que l'on peut aussi réconcilier des jeunes qui ont des relations difficiles avec les services, les structures, les amener vers les dispositifs de droit commun.

**Formateur / discutant :** J'ai trouvé intéressant la démarche des étudiants d'aller rencontrer ce rappeur. Car ce qu'on ne dit pas souvent, c'est l'importance de l'accrochage. Et à travers cette démarche, on a un exemple d'un processus d'implantation d'une équipe à partir d'un accrochage avec une personne connue et reconnue du quartier, il va être possible d'entrer dans son réseau de relations et ainsi rencontrer d'autres jeunes.

<sup>5</sup> Guillaume, Léa, Gaëtane, (étudiants ES), Eric (formateur/discutant), Fethi (Chef de Service, Equipe Espoir Alfortville, 94)

**Formateur (autre école) dans la salle :** Les éducateurs ont un mandat global sur un territoire, ils n'ont pas de mandat nominatif auprès de tel ou tel jeune, mais un mandat global de prévention sur un territoire. Ce qui renvoie à une obligation d'entrer en relation, pas uniquement avec les jeunes, mais aussi les acteurs locaux, habitants, professionnels des services présents, etc. C'est une approche systémique d'un territoire.

**Chef de service Espoir Alfortville :** Travailler en partenariat et/ou en réseau veut dire aussi s'interroger sur la communication. On a créé des outils de présentation de l'action de Prévention et de l'Association adaptés aux partenaires, et un flyer adapté au public. La difficulté que nous avons eu à Alfortville, c'est que l'équipe actuelle est arrivée à la suite d'un conflit entre l'ancienne équipe et l'Association. C'est donc une équipe complète qui est partie et c'est une équipe nouvelle qui a dû s'implanter. Il y a eu quelques tensions avec les jeunes, les partenaires sont restés à distance pendant les premiers temps, méfiants. Il a donc fallu renouer des liens avec toutes ces personnes. Il a fallu progressivement construire des relations de confiance, auprès des jeunes, et auprès des partenaires.

**Professionnel 1 de la salle :** Le coup du flyer en direction des jeunes, ça m'interpelle, est-ce que tu peux expliquer, pourquoi ? Le sens de cette démarche ?

**Chef de service Espoir Alfortville :** On ne le distribue pas comme ça, comme un journal. C'est un outil qu'on utilise par exemple avec les établissements scolaires avec les assistantes scolaires. S'il y a un souci avec un jeune et qu'elles estiment que l'on peut être une ressource, elles ont les informations sur ce document, si elles pensent que le jeune devrait nous rencontrer, elles lui donnent le flyer, à charge pour lui de venir nous rencontrer ou pas. Ce n'est pas quelque chose que l'on dégage lorsqu'on rencontre un jeune.

**Professionnelle 2 de la salle :** Il faudrait que l'on évoque le « partenariat » avec les familles. Dans le cadre de la loi 2002-2, on pourrait imaginer que les familles, les jeunes puissent être nos partenaires, mais comment on coopère ensemble, à égalité, avec le jeune, avec sa famille ? Là-dessus, on a encore des choses à inventer en Prév.

**Professionnelle 2 de la salle :** C'est considérer les jeunes et leurs familles autant à l'aulne de leurs ressources que de leurs besoins. Et ça, cela nécessite que nous déconstruisions notre posture de toute puissance.

**Chef de service Espoir Alfortville :** C'est effectivement toute une pédagogie mise en place pour que les jeunes soient acteurs de leur avenir. Et de même, notre action vise aussi le milieu et nous développons une pédagogie de la prise de parole des parents, des habitants. On travaille par exemple avec un groupe de mamans qui se sont constituées en association. On a peu évoqué aussi l'empowerment, le pouvoir d'agir, car c'est bien un des moyens pour la Prév. de passer le témoin sur des actions.

**Professionnelle 3 de la salle :** Moi ça me gêne de considérer le jeune comme partenaire. Pour moi le jeune, c'est une personne avec qui on est en contact.

**Formateur (autre école) de la salle :** Vous avez évoqué une rencontre avec le service de Rénovation urbaine, est-ce que vous pouvez nous en dire quelque chose ?

**Etudiant 1 :** En fait, c'est un quartier de tours. Et ils vont rénover le quartier, mais le souci c'est que les nouvelles tours vont comprendre moins d'appartements, donc accueillir moins de familles. Cela veut dire que certaines vont être déplacées et ça ne répond pas forcément à leur envie car elles sont attachées à leur quartier ; et cette rénovation ne répond pas à leur envie.

**Educateur Alfortville :** En fait, on a fait tout un travail de mémoire avec la population. Notre action a été aussi d'alerter les pouvoirs publics sur les inquiétudes des familles, des habitants, des jeunes qui vont être déracinés. On essaie de traduire ces problèmes des habitants auprès des élus.

**Formateur (Etsup) de la salle :** Je trouve super intéressant de travailler comme cela a été évoqué là. Il faut que l'on travaille là-dessus, développer le pouvoir d'agir des personnes, c'est à un moment donné coopérer, travailler « avec » les gens pour qu'ils s'organisent, constituent un contre-pouvoir.



### 3<sup>EME</sup> THÈME : LE TRAVAIL AVEC LES FILLES EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

#### 4<sup>me</sup> table ronde :

#### Le travail avec les filles. Comment les accrocher ?<sup>6</sup>

**Etudiante 1 :** Notre question était : « Où sont les filles en Prévention ? ». On a choisi Montreuil parce que Tiphane et moi, on vient de Montreuil, et on était intéressées pour savoir comment l'équipe de Prév intervient dans notre ville et sur différents secteurs. Montreuil est une immense ville, très peuplée, donc au début, on ne savait trop sur quel quartier travailler, alors on s'est renseigné auprès d'éducateur qu'on connaissait personnellement, et ils nous ont orientées vers le Bas-Montreuil et l'équipe de Robespierre avec Josette Magne, Medhi et Ludovic. Or le Bas-Montreuil s'est beaucoup gentrifié et il n'y a beaucoup de grands espaces, il n'y a pas de cités.

**Etudiante 2 :** Pour commencer notre enquête, on s'est installé dans le square de la République, juste pour observer : quelle population, il y avait ? A quel moment ? A combien ? etc. On n'a pas trouvé beaucoup de jeunes, et pourtant il y a un lycée pas très loin, dans ce quartier il y a aussi une Maison de Quartier et un Centre social. Du coup, on est allé les voir. Le matin on a discuté sur le travail de l'équipe, et l'après-midi on a fait un tour avec eux et on a rencontré des jeunes. Après ça, on a été rencontrer des acteurs locaux : le commissariat, le BIJ, le SMJ, le collège.

**Etudiante 3 :** Ce quartier est vraiment différent des autres quartiers de la ville. Ça ressemble beaucoup à Paris. Du coup on s'est demandé si ça ne venait pas de là, le fait que les jeunes ne soient pas visibles. Surtout que lorsqu'on a rencontré des jeunes, c'étaient des garçons, d'où notre question : où sont les filles ? Avec les éducateurs on a fait le tour des lieux stratégiques où les jeunes pouvaient être : la Dalle Hannah Arendt qui se situe au-dessus d'un Décathlon, le Square des Expulsés, le terrain d'aventure, le Square de la République. En fait, on n'a pas vu de filles. On a émis quelques hypothèses pour répondre à cette situation. En fait les éducateurs nous ont dit qu'elles étaient visibles sur les temps d'accompagnement de leurs petits frères et sœurs, pour faire les courses, et à la sortie du collège. En fait, dans les quartiers, les filles sont observées, par la famille, et les grands frères notamment, et dès qu'elles se baladent, il y a toujours les frères, les copains des frères pour prévenir que la sœur est à tel endroit et pas chez elle. Il y a donc cette peur là chez les filles.

**Etudiante 2 :** En fait, les filles sont très mobiles et elles essaient de fuir un peu leur environnement et elles vont surtout à Paris, à Chatelet, car à Montreuil, il y a le métro, le tram, le bus, et elles ont accès à tous les transports. Elles essaient de trouver d'autres lieux pour se retrouver dans l'espace public, par exemple, aller faire du shopping dans Paris. Sur certains espaces publics, comme la Dalle Hannah Arendt, les gens du restaurant d'à côté nous ont dit qu'il n'y avait que des garçons, parce qu'il y a du trafic, et les filles ne s'en mêlent pas, elles évitent ces lieux, car elles ne sont pas les bienvenues, évidemment. Ce qu'il faut voir aussi, pour les filles que nous avons rencontrées, se déplacer dans Paris, c'est une richesse pour elle, elles voient autre chose que leur quartier, ce qui n'est pas le cas des garçons qui restent dans leur quartier.



**Chef de service de R. et C. :** Les filles sont soumises à un contrôle social important et elles se battent pour le contourner, mais il faut aussi voir que les garçons sont aussi soumis à un contrôle social de leurs pairs et ont beaucoup de mal à en sortir.

**Etudiante 4 :** En allant voir la CPE du collège, on a constaté qu'il y avait une activité mise en place par Ludovic et Medhi, les éducateurs, au sein du collège pour essayer d'attirer ces jeunes filles que l'on ne parvient

<sup>6</sup> Kantio, Vinciane, Mathilde, Tifanie (étudiantes ES), Anne (formatrice/discutante), Josette (Chef de Service) et Ludovic (éducateur) à Rues et Cités, Montreuil (93)

pas à atteindre dans les rues. Ce que nous disait la CPE, c'est que le projet « Zumba » est partie d'un groupe de jeunes filles qui cherchaient à mettre en place un groupe de danse. Il y a eu tout d'abord une première approche avec quelques jeunes filles. Les éducateurs nous ont fait remarquer qu'en tant qu'hommes, ce n'étaient pas faciles, c'est compliqué étant donné l'image qu'elles peuvent avoir des hommes.

**Chef de service de R. et C. :** La question est très vaste et je ne sais pas par quel bout l'attraper. Il faut déjà s'arrêter au mot « accrocher » que l'on utilise beaucoup en Prévention. Les jeunes filles sont présentes dans l'espace public, notamment les collégiennes, à la sortie des collèges, elles prennent les transports, elles se déplacent, elles font du sport, au SMJ, au BIJ, etc. La difficulté pour les éducateurs, ce n'est pas tant d'entrer en contact avec elle, que de les accompagner dans le temps. Déjà, il faut inventer un travail de rue différent pour les rencontrer, parce qu'elles ne forment pas de grands groupes comme certains garçons. . Mais je crois qu'aborder le travail éducatif à partir d'une distinction de genre serait une très mauvaise idée, en revanche, il faut inventer des partenariats avec le collège, avec les services municipaux de la jeunesse, etc. Les supports collectifs sont extrêmement intéressants. Par exemple, il y a deux ans, notre équipe a monté une action sur les conduites à risques ; nous avons organisé un atelier d'écriture qui a abouti à la réalisation d'un film. Cette action a duré deux ans, elle inclut le même nombre de filles que de garçons qui ne se sont pas parlé durant les six mois d'écriture du scénario, aucun contact, et après quatre jours de tournage, ils sont devenus inséparables et quelque chose avait avancé dans les relations filles/garçons.

**Un éducateur de R. et C. :** Pour ce qui est des filles, notre difficulté n'est pas dans le contact, on les rencontre, on parle avec elle, mais le problème c'est de les accompagner, de travailler avec quand on est un homme. L'an dernier, au collège, on a ouvert un atelier Rap, et ça a très bien marché au point qu'il se prolonge depuis la rentrée, avec plein de jeunes filles qui auparavant ne s'adressaient pas à nous. Ça permet aux filles de déconstruire des représentations que les jeunes filles peuvent avoir de nous en tant qu'éducateur et en tant qu'homme.

**Chef de service de R. et C. :** c'est très important ce que vient de dire Medhi. Si les jeunes filles voient que les éducateurs sont auprès des garçons au pied des cités ou organisent des activités uniquement pour les garçons, les jeunes filles ne vont pas se sentir autorisées à aller vers les éducateurs-hommes.

**Un éducateur de R. et C. :** Il est très important que les équipes de Prévention soient mixtes. Car c'est aussi un élément important en termes de représentation auprès des jeunes, qu'ils voient que nous travaillons ensemble éducateurs et éducatrices. Par ailleurs, il faut noter que les garçons et les filles ne fonctionnent pas de la même façon ; les garçons vont aller plus facilement vers des demandes individuelles, alors que les filles vont rester en groupe, et ce n'est que par la suite que l'on peut les accompagner individuellement.

**Formatrice / discutante :** La semaine dernière, j'ai rencontré l'équipe du lieu d'accueil innovant dans le XVIIIème arrondissement et qui accueille des publics de 18 à 25 ans. Or, les jeunes qui viennent sont à 80% des filles et surtout des filles qui ne sont pas issues du XVIIIème. Le directeur évoquait des bandes de filles qui venaient là, parfois pour en découdre.

**Chef de service de R. et C. :** La question se pose même au sein d'une même association qui a plusieurs équipes. Au sein de R. et C. nous avons une éducatrice qui a créé un espace protégé, qui s'appelle « l'espace passerelle ». C'est un lieu en cours de démarrage et qui est en capacité d'accueillir des jeunes et principalement des jeunes filles de tous les quartiers dans lesquels sont implantées nos équipes.

**Professionnelle 1 de la salle :** Ce qui me pose problème aujourd'hui, c'est que dans les années 80, les filles étaient présentes dans l'espace public. Ce sont les filles qui avaient été moteur dans les collectifs antiracistes. Les clubs de pré-ven accompagnaient cette dynamique des filles dans les quartiers. Aujourd'hui, lorsqu'un garçon, à la suite d'un passage à l'acte, est incarcéré, tout le monde va se mobiliser : la maman qui va envoyer des mandats, les sœurs qui vont laver le linge, sa petite copine qui ne va plus aller en cours parce qu'il faut aller lui rendre visite ; il n'y a que le père qui fait la tête, à cause de son honneur... Mais quand c'est une fille qui passe à l'acte, elle est mise au ban. Quelle stratégie on met en place dans les équipes pour lutter contre cette discrimination ? Comment nous, professionnels, on les met en position d'être actrices ?

**Chef de service de R. et C.** : Au démarrage de notre équipe, nous avons aidé un groupe de filles à se monter en association « Les fées nomen », elles se sont battues pour un certain féminisme à leur façon, même si leur parcours montre qu'elles ont su garder les liens avec leurs familles, mais elles font un super boulot, elles organisent des conférences dans le centre social du quartier avec le soutien du Service jeunesse maintenant. Dans un autre quartier, le projet est de valoriser l'activité sportive pour les filles, et en 2015, on va organiser une manifestation.

**Formateur (autre école) de la salle** : En définitive, ce ne sont pas les filles qui posent problème dans les quartiers, c'est la représentation qu'en ont les garçons. Donc, il faut travailler l'interaction filles/garçons.

**Etudiante ES dans la salle** : Comment vous travaillez la question de la mixité dans les activités.

**Professionnelle 1 de la salle** : Nous on est parti en séjour avec un groupe mixte... après avoir fait croire aux parents que c'était non mixte... mais les filles étaient majeures.

**Professionnel 2 de la salle** : Il faut que l'on acquiert la confiance des familles et des grands frères ; on ne peut pas nier que dans les quartiers, les filles ne font pas ce qu'elles veulent, et nous il faut que l'on tienne compte de cette réalité.

**Etudiante ES dans la salle** : D'accord, mais est-ce que vous faites aussi un travail auprès des garçons et des frères pour leur expliquer qu'ils n'ont pas à exercer ce contrôle sur leur sœur.

**Professionnel 3 de la salle** : Il faut rappeler notre mission de protection de l'enfance, et par conséquent, si nous estimons nécessaire, au nom de cette mission, de faire un pas de côté, avec une jeune fille, il faut que l'équipe mette en place une solution, un lieu d'accueil. La difficulté que l'on rencontre aujourd'hui et que l'on ne rencontrait pas avant, c'est que nous sommes dans une société où il y a un regain idéologique et une émergence culturelle de séparation des hommes et des femmes, des garçons et des filles... Or, pour moi, le rôle des éducateurs et des éducatrices est de déconstruire ces a priori, afin de donner à chacun une place dans la société...

**Formateur / discutant** : La question de la mixité est aussi à réfléchir et à discuter à l'intérieur des équipes, car les représentations des rôles sexués ne sont pas absentes. La question de la déconstruction de nos représentations est essentielle dans notre travail.

## 4<sup>EME</sup> THÈME : L'IMPACT DE L'URBAIN SUR LES PRATIQUES DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

### 5<sup>me</sup> table ronde :

#### De la Prévention spécialisée chez les « bourgeois » ou le travail sur la mixité sociale<sup>7</sup>

**Etudiante 1** : En fait, la première journée, on s'est baladé dans les quartiers de Balard et Duplex qui sont deux des quartiers dans lesquels intervient l'équipe de Prévention, avec le parc André Citroën, le quartier de Beaugrenelle. Il faut dire que cet arrondissement est très grand. On dit que le XV<sup>ème</sup> est un quartier bourgeois, mais les gens rencontrés dans notre « micro-trottoir » trouvent qu'il y a de plus en plus de mixité sociale, c'est-à-dire de plus en plus de gens « pauvres » dans leur quartier. Notre deuxième démarche a été d'aller rencontrer l'équipe. Puis on est retourné dans le XV<sup>ème</sup> et on a beaucoup regardé l'architecture et l'urbanisme, observé. En fait, il y a beaucoup de bureaux, des immeubles, mais peu de bars, il y a des quartiers « dortoirs ».

**Etudiante 2** : C'est l'arrondissement le plus peuplé de Paris. On y est allé avec nos idées de quartier bourgeois, mais on a vu qu'il y avait aussi des immeubles HLM. En discutant avec l'équipe d'Arc 75, en faisant aussi de

<sup>7</sup> Maude, Stéphanie, Claire, Laura et Nicolas (étudiants ES), Blandine (formatrice/discutante), Saïd (éducateur et Bruno (directeur-adjoint Arc 75)

notre côté des recherches sur l'histoire de cet arrondissement on a compris qu'il y avait des quartiers très bourgeois, près du centre de Paris et qu'il y avait eu des quartiers très ouvriers vers les boulevards extérieurs. Aujourd'hui, c'est un arrondissement qui évolue. L'idée pour nous était de savoir comment une équipe de Prévention pouvait intervenir à la fois sur un quartier comme Balard, plus populaire, et dans le même temps, dans le quartier Duplex, hyper bourgeois.

**Intervenant :** Il faut expliquer que dans le quartier Duplex, il y a un immeuble qui accueille une population, en majorité issue d'une immigration récente, venue du XVIIIème arrondissement ; en revanche dans le quartier Balard c'était un quartier populaire qui s'embourgeoise. Ce sont deux processus différents.

**Etudiante 3 :** Effectivement, cette partie du XVème était historiquement ouvrier. Là où aujourd'hui, il y a le Parc André Citroën, auparavant il y avait les usines Citroën. Balard, c'est aussi un quartier qui accueillait l'armée, et c'est en réhabilitation actuellement. Et en fait, face à face, il y a les enfants des HLM et de l'autre côté du boulevard, les enfants des hauts fonctionnaires du ministère de la Défense. Il faut aussi dire que les transferts des populations du XVIIIème arrondissement dans le XVème, posent problème dans la mesure où le coût de la vie n'est pas le même, les prix dans les magasins ne sont pas identiques, ils sont plus élevés et cela va renforcer les difficultés de ces familles qui arrivent de l'extérieur. Le point de départ de l'arrivée d'une équipe de Prévention a été le meurtre d'un jeune à la suite d'une bagarre entre groupes de jeunes. L'association et l'équipe ont fait une étude pour évaluer la pertinence de l'implantation d'une équipe de Prévention dans ces quartiers. Nous avons rencontré l'assistante sociale du collège de Balard ; et elle nous a dit que c'était hyper important de travailler avec les éducateurs parce que ça permettait d'avoir un contact différent avec les jeunes. Bien sûr, il y a des lieux qui ont évolué, comme la rue des frères Peignault qui n'a plus la réputation qu'elle avait avant autour de la drogue. Nous sommes allés dans le nouveau centre commercial « Beaugrenelle » et nous nous sommes rendus compte que c'était des boutiques assez chères, et donc pour accueillir une population aisée.

**Un éducateur d'Arc 75 :** Un habitant de Paris sur dix habite le XVème, une population équivalente à celle de Bordeaux, sur un territoire quatre fois plus petit que cette ville. Et évidemment, je me suis moi aussi posé la question de : pourquoi une équipe de Prévention dans cet arrondissement ? Or quand on va gratter un peu, on se rend compte qu'il y a des quartiers en décalage avec leur environnement immédiat : quartier Balard, Duplex, Falguière et Périchaut. Quand on regarde les chiffres des minima sociaux, du chômage, on peut trouver des indicateurs qui montrent qu'il y a des familles en difficultés. Un exemple : dans le quartier Balard, il y a un lieu de regroupement de jeunes qui se situe à 100 mètres de la résidence de l'ancienne compagne du Président de la République. Donc vous voyez qu'en termes de « normes sociales » on est loin de ce que l'on peut trouver dans des quartiers populaires comme Barbès. Ici, très rapidement, les jeunes vont être hors des normes de comportement dans l'espace public, habituellement admises. Il est important que l'éducateur prenne conscience de ça, dans quel milieu se retrouvent les jeunes. En fait, dans ces quartiers, la mixité sociale, est une mixité subie d'un côté comme de l'autre. Ces familles populaires qui viennent d'arrondissements populaires vont être doublement étrangères ; étrangères au quartier, et étrangères à la France, puisque ce sont beaucoup de familles sub-saharienne. Donc ce sont des familles qui retournent faire leurs courses dans leurs anciens quartiers parce que c'est moins cher. Ces familles et leurs enfants sont confrontés à une violence symbolique.. Donc ce sont des jeunes qui vont se construire seuls, dans la rue. Pour travailler au sein de ce territoire, il va falloir créer des événements, comme des fêtes de quartier avec les acteurs locaux pour donner une place à chacun. En effet, d'une mixité sociale, il s'agit davantage d'une superposition de vies urbaines : les classes aisées n'ont de rapport avec les classes populaires qu'à travers les femmes de ménage et les jeunes qui sont en bas de chez eux. Il est clair que les habitants qui payent 2000 à 3000 euros de loyer par mois n'ont pas envie de voir des jeunes en bas de leur immeuble tous les soirs parce qu'alors ils ont un sentiment de déclassement social et ça s'exprime par les interventions de la police, et ces habitants là ont assez de capital culturel, voire d'influence politique pour aller saisir le conseil de quartier et la mairie. C'est une violence sociale qui s'applique ainsi sur les jeunes et les familles les plus en difficulté. Il arrive que nous nous fassions contrôler lorsqu'on est avec eux, et on nous dit clairement, qu'il faut que nous nous déplaçons pour ne pas gêner les habitants, pour ne pas être trop visibles. Donc les jeunes vont se regrouper dans des micro-espaces moins visibles, et pour nous c'est plus compliqué pour les retrouver ou les repérer ; mais au bout de quelques temps, même ces lieux sont transformés



pour qu'il n'y ait plus de regroupements : on supprime un banc, on met des bacs à fleurs sur des marches où s'installaient des jeunes.

**Etudiante 2 :** Dans l'enquête d'implantation, il était montré que dans les aménagements ou réaménagements urbains, tout était fait pour empêcher les regroupements de jeunes.

**Formateur (autre école) de la salle :** Effectivement, depuis quelques années dans ces politiques de réaménagements, on fait appel à des agences de sécurité pour les codes digitaux, pour la résidentialisation, pour empêcher les regroupements. Il y a vingt ans, on faisait appel aux travailleurs sociaux.

**Chef de service d'Arc 75 :** Dans un des squares, pour empêcher les regroupements, ils avaient inversé les bancs, pour pas que les personnes assises soient face à face. Donc les bancs étaient face aux murs

**Formatrice/discutante :** J'ai le souvenir que les bancs étaient aussi les endroits où s'asseyaient les personnes âgées, ce sont des lieux où les gens peuvent se rencontrer, c'est donc aujourd'hui une autre vision de l'espace public, de l'espace pour tous.

**Formateur (autre école) de la salle :** Malgré tout, soyons rassurés, il y aura toujours des jeunes pour mettre en place des systèmes de détournement des lieux. La jeunesse a cette particularité d'être extrêmement inventive dans ce domaine. Très prolifique en solutions.

**Professionnelle de la salle :** Aujourd'hui, les jeunes de nos quartiers sont un peu dans le nomadisme urbain. Ce comportement est aussi le résultat du phénomène de sécurisation et d'observation de l'espace public de plus en plus équipé de caméras, par exemple.

**Formatrice / discutante :** Je voulais aussi souligner le paradoxe entre ce que l'on vient d'entendre là et ce qui a été dit ce matin. Ce matin on a entendu que l'on demandait aux équipes de Prévention spécialisée d'être visibles et ce qu'on vient d'entendre, c'est aussi, ne soyez pas trop visibles car cela dérange nos électeurs. Et donc est-ce qu'il y aurait une visibilité des éducateurs qui seraient acceptables dans certains quartiers et une autre qui ne serait pas acceptable ailleurs.

**Un éducateur d'Arc 75 :** En fait, on nous demande aussi d'être visibles, mais la question c'est de savoir où est-ce qu'on nous attend ? Est-ce qu'on nous attend sur le versant sécuritaire, ou sur le versant éducatif ? Or, dans le journal municipal, la Prévention spécialisée est évoquée dans la page « sécurité ». L'article, avec le logo de l'association, expliquait que des éducateurs se relaient quotidiennement dans la rue aux côtés des jeunes désœuvrés.

**Chef de service d'Arc 75 :** Lorsque nous avons fait l'étude d'implantation avec Patrick et Eric, il y avait aussi une étudiante de l'école d'architecture de Versailles. Elle nous avait fait remarquer qu'après la destruction d'une partie de la caserne de Duplex, ils avaient aménagé un parc, sur le modèle de Central Park, mais en plus petit, exactement, la même disposition. Et qu'est-ce que demande des gens qui payent 12000 Euros le m<sup>2</sup>, il est certain que pour ces gens-là, la présence de quatre gamins qui font du bruit en bas, c'est insupportable. Le seuil de tolérance est très bas. C'est là que je reviens sur la question de la lisibilité. A Arc 75 on ne met pas immédiatement notre association en avant. Mais avant même que l'on démarre, la mairie avait annoncé partout l'arrivée d'Arc 75 ; donc l'anonymat des éducateurs était déjà très entamé. Dans les conseils de quartier, nous les chefs de service, nous étions présents, au début, on ne parlait pas, on y allait pour écouter, prendre un peu la température. Or, ce qu'on a découvert, c'est que les gens ne nous identifiaient pas comme faisant partie de la sécurité, et certains venaient nous voir en nous disant : « c'est bien ce que vous faites, mais il nous faudrait quand même des flics ». En fait, on s'est rendu compte que c'était important d'expliquer ce qu'on fait, pourquoi on était là ; ce qui est important c'est la manière dont on parle de ce qu'on fait, sans verbiage professionnel ; qu'est-ce qu'on est peut dire, qu'est-ce qu'on est capable de dire aux acteurs locaux, aux habitants ? C'est un véritable enjeu pour la Prévention spécialisée.

## 6<sup>me</sup> table ronde :

### L'impact de la gentrification sur la place de la Prévention spécialisée<sup>8</sup>

**Etudiante 1 :** Nous avons traité de la question de la gentrification dans le X<sup>ème</sup> arrondissement. (*Lancement d'un document vidéo réalisé par les étudiants sur une chanson de Renaud : « Les bobos »*)

**Directrice de l'AJAM 75 :** Dès les années 1960, la restauration des hôtels particuliers commence à chasser une partie de la population des quartiers du centre de Paris, Les Halles, Beaubourg et les populations de milieu populaire vont aller habiter dans les quartiers de l'Est parisien. Le X<sup>ème</sup> arrondissement, 120 000 habitants, Gare du Nord et Gare de l'Est, donc un arrondissement d'accueil avec une multitude de nationalités, beaucoup de petits hôtels. Dans les années 80, première vague de regroupement familial avec beaucoup de familles issues de l'immigration. Ces populations sont accueillies dans des taudis, Place Sainte Marthe, où aujourd'hui, il fait bon aller boire un verre, et où le prix du m<sup>2</sup> s'est envolé.

**Etudiante 2 :** Nous voulions aborder la Prévention spécialisée, pas immédiatement sur la question des jeunes, mais celle du territoire qui nous semblait une question importante. Donc on est arrivé sans a priori et on a fait un gros travail d'observation. A partir de cette première approche, on a rencontré l'AJAM. Puis dans un troisième temps, nous avons évidemment tenté d'aller à la rencontre d'acteurs locaux, même si nous avons peu de temps.

**Etudiante 3 :** Par exemple, on a rencontré une ancienne habitante, place Sainte Marthe, qui est serveuse dans le quartier et elle nous a expliqué qu'elle habitait l'arrondissement depuis longtemps, que le quartier devait être réhabilité et que durant les travaux elle avait été placée en hôtel, durant trois ou quatre semaines avant d'être relogée dans le XIX<sup>ème</sup>. On lui avait proposé de revenir dans le X<sup>ème</sup>, mais pas du tout au même prix de loyer. C'est un exemple du processus de gentrification. On a donc rencontré les éducateurs de l'Ajam et quand on s'est baladé dans le quartier, on a tourné pendant longtemps autour de La Grange aux Belles, le quartier « sensible » avec ses logements sociaux... et on a tourné parce qu'on s'est rendu compte que l'architecture de La Grange aux Belles, faisait de cet ensemble d'immeubles un espace assez fermé : quand on ne connaît pas, on a du mal à trouver par où entrer, y pénétrer, c'est un peu, s'aventurer en terre mystérieuse.

**Directrice de l'AJAM :** Moi je suis arrivée en 98. Paris est à la fois ville et département, ce qui est très complexe pour la Prévention spécialisée car financement départemental, mais comme c'est aussi une ville, c'est un millefeuille, c'est compliqué. Dans les années 2000, cet arrondissement figure dans la politique de la Ville. La Ville fait le choix de renforcer les postes éducatifs dans les quartiers dits « prioritaires ». La Grange aux Belles est une ZAC où il y a 500 logements sociaux, ce qui apparaît peu par rapport à la banlieue, mais beaucoup pour Paris. Historiquement, Jacques Bonsergent était le quartier cœur de cible de l'Ajam, c'était là où il y avait le plus de jeunes. Depuis plusieurs années, les bords du canal St Martin, la rue de Lancry, se vident de leur population ouvrière qui est relogée à Champigny (94), à Chanteloup-les Vignes (98), etc. Très peu de familles sont relogées dans l'arrondissement ; quelques-unes sont relogées dans le nouveau quartier Buisson/St-Louis/Ste Marthe, mais ça représente quatre-vingt familles, ce qui est très peu au regard de toutes les demandes. Ce qui est intéressant à noter, c'est que les jeunes de ces familles éloignées du X<sup>ème</sup> reviennent régulièrement dans l'arrondissement, dans leur arrondissement, dans leur quartier, là où ils ont grandi et où ils ont leurs copains. On se retrouve avec des « poches » de populations pauvres qui sont de plus en plus cernées par des jeunes ménages qui s'installent dans les anciens immeubles réhabilités avec des revenus mensuels de l'ordre de 7000 à 8000 € par mois et par famille.

**Etudiante 2 :** A un moment, on s'est demandé où étaient les jeunes, où est la Prévention dans ce X<sup>ème</sup> arrondissement ? Socialement, la population est clivée, mais aussi spatialement. A la Grange aux Belles, les entrées, c'était au départ pour dire les choses métaphoriquement, comme dans un gruyère, l'idée était que les gens du X<sup>ème</sup> puissent passer d'un quartier à un autre par la Grange aux Belles, mais par la suite, toutes les

---

<sup>8</sup> Laura, Pauline, Myriam, Marine, Cécile, Marion, (étudiantes ES), Anne (formatrice/discutante), Rachida (Directrice de l'AJAM X<sup>ème</sup> arrondissement de Paris)



entrées ont été grillagées, et le quartier s'est refermé sur lui-même. En fait, ce sont des quartiers « bouleversés » au sens propre, c'est-à-dire que les populations de milieu populaire subissent les transformations, ils n'ont pas le choix et la ségrégation spatiale s'opère sans qu'ils puissent intervenir, agir sur un tel processus. Donc que fait la Prévention spécialisée dans ces conditions ?



**Directrice de l'AJAM :** L'architecte qui a construit la ZAC de La Grande aux Belles avait dans l'idée de l'ouvrir sur le canal. Dans la ZAC cohabitent du contingent préfectoral, communal, de l'accession à la propriété et du 1% patronal... mais le rapport de force n'est pas en faveur des habitants des logements sociaux ; dans les Conseils de quartier, c'est tolérance « zéro », on ne parle que sécurité. Et c'est là que s'est décidé la suppression des bancs, la fermeture de l'antenne Jeune, etc. Il y a une forte tension entre les nouvelles populations et les populations anciennes qui ne parviennent pas à cohabiter, alors que la puissance publique n'arrête pas de parler de mixité sociale. La mixité sociale ne se décrète pas... les mamans d'origine ou immigrées vont faire leurs courses à Aulnay parce que le marché de Belleville devient trop cher, et des voix s'élèvent contre les boutiques exotiques de Château-Rouge, etc. autant de signes d'une impossible mixité sociale.

**Formatrice/discutante :** Comment vous travaillez dans ce type de quartier car on peut penser que malgré tout, les jeunes des différentes couches sociales peuvent s'être rencontrés dans les collèges ?

**Directrice de l'AJAM :** Le collège de la Grange aux Belles est un des collèges les plus stigmatisés de l'arrondissement. C'est le collège qui affiche le plus fort taux d'échec au BEPC. En fait, on est confronté à un problème de fuite des autres jeunes vers d'autres établissements. En fait, la mixité sociale n'existe pas, pour moi, il y a co-habitation entre des populations qui s'ignorent ou s'évitent.

**Professionnel de la salle :** Dans Paris, les habitants en situation de pauvreté, de précarité, se sentent abandonnés. Ils sont de plus en plus isolés au milieu d'une nouvelle population de classe moyenne supérieure. Et ce processus pourrait être explosif, ou entraîner des phénomènes de bandes. Ils perçoivent qu'à plus ou moins long terme, ils n'auront plus leur place dans leur quartier. Et parfois, il y a des passages à l'acte dans la population de la prév. qui peuvent être d'une grande violence, dignes du grand banditisme.

**Formatrice/discutante :** Ce que vous disiez aussi, c'est que c'est un lieu de passage cet arrondissement avec la Gare du Nord, en lien avec la Seine-Saint-Denis, avec des bagarres.

**Etudiante 4 :** Dans ce quartier, il y a malgré tout un travail entre « partenaires ». Ainsi, le Lieu d'Accueil Innovant du Xème travaille avec la Régie de quartier sur des actions collectives.

**Directrice de l'AJAM :** Sur ces territoires en transformation, on est plus sur un travail de changement des représentations des uns et des autres, plus sur une approche globale et dans ce sens le L.A.I. est un atout, car c'est une autre stratégie, une autre posture éducative, complémentaire de l'équipe de Prévention.

**Formatrice/discutante :** Mais comment vous faites du travail de rue ?

**Directrice de l'AJAM :** Les jeunes sont mobiles mais c'est un petit arrondissement. Il y a de la présence sociale devant les collèges, les éducateurs suivent des itinéraires balisés par les points de ralliement des jeunes : les cages d'escaliers de la Grange aux Belles où ils sont en bas des cages d'escaliers parce qu'il n'y a plus de bancs, le terrain éducation physique, le L.A.I., etc.

**Etudiant dans la salle :** Mais compte tenu du portrait sociologique que vous faites de cet arrondissement, quel va être l'avenir de l'équipes de Prévention ?

**Directrice de l'AJAM :** Il est clair que dans Paris, certaines équipes sont amenées ou vont être « invitées » à se déplacer. Aujourd'hui, la municipalité en accord avec le Département peut renoncer à une intervention de Prévention spécialisée dans un quartier ou un arrondissement, et elle peut alors lancer un appel à projet pour une implantation ailleurs... auquel l'Association peut ou pas répondre, mais aussi ainsi entrer en concurrence avec d'autres associations parisiennes. On est sur un marché, désormais.

## Clôture de la journée

### Quelques commentaires sur cette journée et ce module de formation :

**L'Etsup et l'équipe des formateurs** remercient les équipes de Prévention spécialisée qui ont accepté de recevoir et d'accompagner les étudiants dans leur démarche de diagnostic d'un mode d'intervention –la Prévention spécialisée- sur un territoire donné.

**Les étudiants** ont eu l'occasion au cours de cette journée de remercier les équipes pour leur accueil, leur disponibilité et leur accompagnement dans la démarche... et « Même si le temps a été très court, ce travail avec vous nous a permis d'avoir une première approche de la Prévention spécialisée ».

**Professionnels des équipes de Prévention :** « Cette approche, un peu naïve d'interpeller la Prévention spécialisée, nos pratiques, est vraiment intéressante et est à renouveler. Et cette journée de restitution nous met en réflexion, nous oblige à faire face à des questions qui nous semblent évidentes et qui ne le sont pas toujours. Vraiment je suis contente d'avoir participé à la démarche et d'être là aujourd'hui ».

**Professionnels « invité » dans la salle :** « je tiens à vous remercier pour la qualité de votre travail et de vos présentations »

**Directeur du pôle éducatif ETSUP :** Moi aujourd'hui, je me suis régalé et je suis très content. Ce matin, nous avons débuté la journée autour des questions de « sortir de la routine », de dialogue, d'invention, et je crois que c'est ce que l'on a fait aujourd'hui. On s'est donné la possibilité de déconstruire, et de réfléchir ensemble à repenser l'action de Prévention spécialisée dans un contexte en mutation, dans un contexte critique de précarisation. Ce qui a été remarquable dans le choix des thèmes abordés, mis en avant par chacun des groupes étaient en lien entre eux. La question de la lisibilité renvoie à notre capacité en tant que professionnels à être des acteurs du fait social, à tenir cette drôle de place entre les personnes, les citoyens et les acteurs politiques ou institutionnels. Cet après-midi, il a été question de l'espace public et du public auprès duquel la Prévention spécialisée intervient et quel public les équipes ont du mal à capter, cela vient questionner qui on est comme éducateur et ce qu'on fait en tant que professionnel. La Prévention spécialisée est au cœur du système social, on a parlé de sociologie, d'architecture, d'urbanisme, de démographie, etc. et bien sûr d'éducatif. L'action sur le territoire, c'est une approche globale. Pour finir, le mot qui m'a frappé dans cette journée, c'est « créativité »

et ça m'a fait un bien fou dans un moment où l'on s'interroge sur l'avenir des métiers, mais aussi les contraintes liées aux politiques publiques, et enfin cette créativité, vous l'avez abordée à propos dans plusieurs dimensions, telles que la mixité sociale, le genre, l'accompagnement, de l'empowerment, du travail en partenariat, de la mobilité. Il faut s'appuyer sur l'histoire, sur des formes de co-production de connaissances comme la journée d'aujourd'hui, dans une rencontre entre professionnels, étudiants, formateurs, sociologues, ce que j'ai bien aimé, c'est cette démarche collective, qui doit inciter à la créativité.

Je remercie les professionnels qui vous ont accueillis et qui sont présents, je vous remercie pour votre souci de transmettre, votre volonté de parler de votre métier. Je remercie les étudiants pour le travail réalisé ; je soulignerai votre/leur courage ; le courage de venir se confronter à un public de professionnels, de formateurs. En vous écoutant, j'ai pris conscience que vous étiez devenus pleinement des acteurs du travail social. Je voulais remercier l'intervenant. Je voulais remercier l'équipe de formateur de la formation ES et leur volonté de promouvoir une autre pédagogie, davantage dans la co-construction des savoirs.

Module de Formation et journée d'étude pilotés et organisés par l'équipe des Formateurs  
du Pôle Educateurs(trices) spécialisé(es)  
Joao, Blandine, Anne  
avec le concours de Patrick Dubéchet (sociologue).

*La co-construction de la journée a été aussi une démarche interne puisque le Centre de documentation a été associé à cette journée. Une bibliographie importante sur la Prévention spécialisée a été élaborée par Marion et Thomas, les documentalistes de l'ETSUP.*